

Damas 3 — Washington 1

Rien ne va plus pour Washington au Proche et Moyen-Orient! Après l'Irak, c'est le Liban qui semble échapper au plan américain tout en créant une dynamique conflictuelle sérieuse aussi bien pour la Maison-Blanche que pour Tel-Aviv. D'ailleurs, rien à écouter et analyser le discours du Secrétaire général du Hezbollah, Sayyed Hassan Nasrallah, l'on se rend compte que la résolution 1701 du Conseil de Sécurité n'a fait que donner plus de temps au «Parti de Dieu» pour se réarmer encore plus et pour mieux former ses recrues en vue d'une nouvelle confrontation avec l'État hébreu.

DES MENACES QUI EN DISENT LONG...

Ses menaces, verbales, contre Israël, le jour du premier anniversaire de la fin de la confrontation de l'été 2006, marquent le ton à venir et sonnent le glas d'une paix onusienne de plus en plus utopique. Or, bien que les menaces de Nasrallah sont selon lui conditionnelles à toute attaque israélienne, il n'en demeure pas moins que l'armement que l'Iran lui a envoyé à travers la Syrie fait de lui aujourd'hui un redoutable adversaire, d'où les «surprises» promises par lui à Israël... Cela représente en soi plus d'un problème aux desseins de Washington, car le Hezbollah peut utiliser n'importe quelle excuse pour attaquer l'État hébreu sous prétexte de défendre la souveraineté du Liban. À cela s'ajoute la mobilisation de plus en plus grandissante des masses arabes en sa faveur, car il est perçu par elles comme le seul «héro arabe et musulman à avoir pu battre l'ennemi sioniste». D'ores et déjà, le Hamas semble copier à la lettre près la politique «hezbollahienne» aussi bien sociale, économique que militaire afin de démontrer à ses critiques qu'il est capable d'assumer la responsabilité et la gestion d'un État palestinien.

LE JEU HABILE DE DAMAS

Par ailleurs, il y a encore quelques jours, Damas marquant un point face à la politique étrangère américaine au Proche-Orient en poussant son allié libanais Michel Aoun dans des élections partielles face à l'ancien président de la République libanaise, Amine Gemayel. À peine quelques heures après l'annonce de la victoire du candidat pro-syrien, Washington égalisait avec le décret de bloquer tous les avoirs de citoyens américains et entreprises américaines ayant un quelconque lien avec les alliés de Damas. Mais qu'à cela ne tienne! Le lendemain de l'annonce américaine Moscou se positionna de plain-pied sur l'échiquier régional. Désormais, une base militaire navale russe opérera de Syrie!

L'effet d'une telle annonce est assez significatif tant sur le plan régional qu'international. En

effet, la décision de Putin, ne peut être analysée qu'une reprise de ce bras de fer russo-américain, identique dans sa forme, du moins pour l'instant, à celui jadis révolu de la guerre froide. Encore qu'à cette époque, Damas avait fini par devenir l'allié pragmatique des États-Unis.

L'OPTION AMÉRICAINE VERSUS L'OPTION RUSSE

En se positionnant de la sorte, Moscou vient de donner un souffle sans précédent à Assad en fortifiant sa position face à un Bush en déroute aussi bien sur le plan interne qu'externe! Pis, une telle décision russe peut bien mettre une fin de non-recevoir au tribunal international pour juger les assassins de l'ex-premier ministre libanais assassiné, Rafic Hariri.

Ainsi, alors que Washington pensait avoir gagné du terrain sur l'échiquier glissant et miné du Proche et Moyen-Orient, la voilà de nouveau aux prises avec des variables plus dangereuses encore et plus déstabilisantes que jamais pour son hégémonie régionale. Quant à Moscou, s'aventurer à partir de Damas lui donne un pied-à-terre dans la région après une absence si longue. Or, cette présence moscovite ne peut que consolider le régime tyrannique des Assad face à toute possibilité de changement dans la région pour une Syrie plus démocratique. Ce qui confortera encore plus Damas dans toute politique de déstabilisation de son petit voisin libanais, gardant ainsi une pression grandissante sur la sécurité du Nord d'Israël voire de tout le pays, maintenant que le Hezbollah semble disposer de missiles de longue portée capable de toucher la capitale israélienne!

Aujourd'hui, dans un temps où le Liban vit une crise politique similaire à celle de 1991, date de la fin officielle de la guerre civile sous l'occupation syrienne, le «Pays des Cédres» risque gros avec cette nouvelle carte russe à Damas. Pour les plus sceptiques des Libanais, une telle présence pourrait à court terme décourager l'Administration Bush alors qu'elle s'approche de la fin de son mandat pour trouver une solution finale à la problématique libanaise. Pis, ces derniers craignent que Damas ne reprenne le contrôle du pays à travers ses alliés, tel le Hezbollah... ou encore la Russie! D'ores et déjà, le commandant en chef de l'Armée, dont les hommes tentent encore de mettre un terme aux terroristes de Fatah al-Islam, fait miroiter la possibilité de se tourner vers Moscou pour recevoir des armes que Washington était censée lui adresser pour finir avec les Islamistes... et qui semblent avoir été remis aux calendes grecques...

Alain-Michel Ayache,
spécialiste du Proche-Orient,
département de Science politique,
UQAM

L'alliance indo-japonaise contre la Chine



Gwynne
Dyer

Collaboration spéciale

Lorsque vous formez une alliance militaire qui vise un tiers, il est toujours préférable de jurer que vous ne faites rien de tel et que vous ne faites que partager des valeurs avec votre futur allié. Ainsi, le premier ministre nippon, Shinzo Abe, s'adressant au parlement indien, mercredi dernier, a déclaré: «Ce partenariat consiste en une association au sein de laquelle nous partageons des valeurs fondamentales, telles que la liberté, la démocratie et le respect des principaux droits de l'homme, ainsi que des intérêts stratégiques.»

Voyez comme les «intérêts stratégiques» viennent s'ajouter à la fin de la phrase. Comme qui dirait: «Ah oui, il y a ça aussi, si ça intéresse quelqu'un.» Voilà comment cela se joue. Notons que Shinzo Abe n'a absolument pas parlé de la Chine. Néanmoins, en définissant ce partenariat comme une association de démocraties, il est évident qu'il exclut la Chine de la liste des membres potentiels; «Le Japon et l'Inde, grâce à cette union, permettront à l'Asie élargie d'évoluer en un immense réseau qui s'étendra à travers tout l'océan Pacifique, incluant les États-Unis d'Amérique et l'Australie.»

Mais pas la Chine. Et ce n'est absolument pas une coïncidence si tous les principaux membres de cette alliance en évolution perçoivent la Chine comme une menace militaire potentielle.

Shinzo Abe est le dirigeant japonais le plus militariste depuis la seconde Guerre mondiale. Mais l'idée de cette grande alliance ne vient pas de lui. C'est une initiative née aux États-Unis, après avoir été en gestation déjà depuis l'époque de Clinton, à la fin des années 90. Mais elle s'est réellement concrétisée après l'investiture de George W. Bush, au début de 2001. Puisque le Japon et l'Australie étaient déjà les alliés des Américains, la principale tâche consistait à intégrer l'Inde, le géant asiatique en pleine émergence qui avait le potentiel pour concurrencer la Chine, au sein de la même structure d'alliance. La tâche n'a pas été facile dans la mesure où l'Inde faisait partie des pays non-alignés depuis son indépendance en 1947.

Les États-Unis ont imposé des sanctions à l'Inde à la suite de ses essais d'armes nucléaires

en 1998. La législation américaine a interdit tout échange de combustible ou d'équipements nucléaires avec des pays (comme l'Inde) qui avaient refusé de signer le Traité de non-prolifération nucléaire. Cela a impliqué un effort diplomatique considérable de la part des États-Unis à l'étranger et il a fallu beaucoup puiser dans les



ASSOCIATED PRESS

Shinzo Abe, premier ministre japonais.

fonds politiques nationaux de l'administration Bush pour venir à bout de ces obstacles. Cette année, pourtant, le travail a été accompli.

En 2005, Les États-Unis ont accepté de lever l'interdiction sur leurs exportations nucléaires vers l'Inde. En outre, l'Inde a signé un accord de coopération militaire qui lui donne accès à la prochaine génération d'armes américaines et l'engage à des exercices militaires conjoints avec les forces américaines. L'Inde disposera de la défense antimissiles balistiques et il doit, par ailleurs, y avoir des clauses secrètes concernant une coopération au niveau du renseignement et peut-être même sur la planification stratégique. L'année dernière, le Congrès a docu-

lement modifié la loi afin de permettre à l'Inde d'accéder aux exportations nucléaires américaines. Techniquement, ce n'est peut-être pas une alliance, mais dans tous les cas, ce n'est pas un simple club de couture.

S'il vous faut des preuves, jugez simplement la réaction de la Maison-Blanche quand des opposants à cette alliance au parlement indien ont tenté de la faire échouer. La nouvelle loi américaine stipule que l'aide des États-Unis en matière de nucléaire à l'Inde sera supprimée si les Indiens procèdent à d'autres essais nucléaires. Les législateurs du parlement indien qui sont contre cette alliance ont invoqué cette clause pour rejeter cet accord, arguant qu'il violait la souveraineté indienne.

Washington tient tellement à cette alliance que l'administration Bush s'est pliée en quatre pour répondre aux objections des politiciens indiens. Le mois dernier, le président Bush est allé bien au-delà de ce que le

Congrès avait autorisé, proposant d'aider l'Inde à constituer un réservoir de combustible nucléaire afin qu'elle puisse stocker de l'uranium en cas d'interruption d'alimentation de la part des États-Unis. Il a même promis d'aider l'Inde à trouver d'autres sources de combustible nucléaire si le Congrès supprime les approvisionnements (vraisemblablement après un autre test nucléaire indien).

Ce ne sont pas les mesures d'un gouvernement mitigé au sujet de l'alliance avec l'Inde. Qui plus est, l'Inde est la clé de voûte de la nouvelle stratégie américaine en Asie. Washington fera tout ou presque pour la

maintenir en place. Et s'agissant de la visite de Shinzo Abe à New Delhi, elle fait partie du processus de ménage au cours duquel les alliés des Américains dans la région élargissent aussi leurs liens directs en matière de défense avec le nouvel allié indien. Les Australiens s'y sont également employés, ainsi que divers pays d'Asie du Sud-Est.

Et ces gens-là se croient intelligents! S'ils continuent comme ça, ils finiront probablement par gagner une nouvelle guerre froide en Asie.

Gwynne Dyer est un journaliste indépendant canadien, basé à Londres, dont les articles sont publiés dans 45 pays. Son dernier livre, *Futur Imparfait*, est publié au Canada aux Éditions Lanctôt.